

NETFLIX N'A TOUJOURS PAS NOMMÉ DE CHEF DE CONTENU AU CANADA

Source: Journal de Montréal

Date: 05/06/2021

Une première offre d'emploi pour le nouveau bureau canadien de Netflix est affichée depuis quelques jours et ce n'est pas, comme prévu, pour trouver un chef du contenu, mais bien un directeur en matière de fiscalité.

Le leader mondial de la vidéo sur demande a annoncé en février que ce bureau – qui sera à Toronto – est un « premier grand pas » pour l'ajout de contenu canadien et québécois sur la plateforme. Déjà, la recherche d'un responsable du contenu local était en cours, avait déclaré le co-PDG et directeur du contenu du géant californien, Ted Sarandos.

Si, en date d'hier, un porte-parole de l'entreprise assure que Netflix est toujours en « recherche active d'une personne responsable du contenu », l'offre affichée sur son site n'a rien à voir avec ce qu'on peut voir à l'écran.

« L'embauche d'une personne à la fiscalité fait partie du processus habituel lié à l'ouverture d'un bureau dans les différents pays dans lesquels nous opérons », dit le porte-parole, avant d'ajouter que « l'affichage de poste est un outil de recrutement comme un autre ».

En gros, ce ne sera pas via un affichage public que Netflix trouvera son responsable du contenu au Canada, et cette recherche se poursuit.

Bientôt la TPS

L'offre d'emploi – uniquement en anglais – indique que le « corporate tax manager » du bureau canadien relèvera du directeur de la fiscalité pour les Amériques au siège social de Netflix à Los Gatos, en Californie.

Ses responsabilités consisteront notamment à « surveiller les changements pertinents dans la législation fiscale » du Canada et à « préparer la documentation technique pour soutenir les positions fiscales de l'entreprise ».

Cette embauche imminente n'est peut-être pas étrangère au fait qu'en début de semaine, Netflix a envoyé un courriel à tous ses clients canadiens leur annonçant que, dès juillet, la taxe sur les produits et services (TPS) « commencera à être appliquée au prix de votre abonnement ».

Trois provinces perçoivent déjà une taxe de vente sur les abonnements Netflix : le Québec, la Colombie-Britannique et la Saskatchewan.

Ottawa s'attend à aller chercher 396 M\$ pour l'année 2021-22 avec cette mesure et 792 M\$ dès 2025-26.

Bureau torontois

Évidemment, ces sommes ne sont pas récoltées qu'avec les services vendus par Netflix, qui compte 50 % des francophones et 67 % des anglophones du Canada parmi ses clients, selon l'Observateur des technologies médias. L'entreprise, dont le forfait le plus populaire se détaille à 14,99 \$ par mois, ne divulgue pas ses chiffres pour le Canada.

Toronto sera l'hôte du 26e bureau de Netflix à l'international, après Mexico City, Madrid, Singapour et Istanbul, entre autres. À terme, l'entreprise devrait compter de 10 à 15 employés au Canada.

Netflix emploie déjà le Québécois Stéphane Cardin, responsable des politiques publiques, et Lindsey Scully, directrice des communications. Aucun des deux n'était disponible pour commenter hier.

Rappelons que Netflix est toujours restée plutôt coite au Canada. En 2017, elle avait signé une entente confidentielle avec Ottawa où elle s'engageait à investir 500 millions sur deux ans en « contenu produit au Canada ». Les détails de ce contrat demeurent secrets à ce jour.

NETFLIX EN BREF

208 millions d'abonnés dans 190 pays

26 bureaux dans le monde

25 milliards \$ US de revenus en 2020

En 2021, Netflix sortira 70 films

Environ 8 millions d'abonnés au Canada

+ 36 % sur le forfait standard depuis 2017 (de 10,99 \$ à 13,99 \$ en 2018 à 14,99 \$ en 2020)